

Élaboration d'une matrice de comptabilité sociale : cas de l'économie algérienne

تطوير مصفوفة محاسبة اجتماعية: حالة الاقتصاد الجزائري

BERRAH Kafia *, Laboratoire de Recherche en Management et Techniques Quantitatives, Université de Bejaia, Algérie.**MOUSLI Abdenadir**, Laboratoire d'Économie et Développement, Université de Bejaia, Algérie.**date de Received:** 07/08/2021 ; **date de Revised:** 30/11/2021 ; **date de publication:** 31/12/2021

Résumé : Dans cet article, nous tenterons de construire une matrice de comptabilité sociale (MCS) pour l'économie algérienne. En effet, après avoir présenté les concepts fondamentaux qui régissent une telle structuration des données économiques, nous allons exposer quelques caractéristiques de l'économie algérienne à travers les chiffres de la matrice de la comptabilité sociale pour l'année 2013. Cette MCS comportera donc quatre comptes pour les produits, quatre comptes pour les branches d'activité, deux comptes pour les facteurs de production (capital et travail), un compte pour les administrations publiques, un compte pour les ménages et les entreprises individuelles, un compte pour les entreprises, un compte pour le reste du monde (RDM) et enfin un compte pour l'accumulation du capital.

Mots-clés : Matrice de comptabilité sociale ; TES ; TEE ; économie algérienne.

Codes de classification Jel : E1 ; E2 ; O4 ; O41 ; R1.

Abstract: In this article, we will try to build a social accounting matrix (SAM) for the Algerian economy. Indeed, after having presented the fundamental concepts which govern such a structuring of economic data, we will expose some characteristics of the Algerian economy through the figures of the social accounting matrix for the year 2013. This SAM will therefore include four accounts for products, four accounts for branches of activity, two accounts for factors of production (capital and labor), one account for general government, one account for households and unincorporated businesses, one account for enterprises, an account for the rest of the world (RDM) and finally an account for the accumulation of capital.

Keywords: Social accounting matrix; TES; TEE; Algerian economy.

Jel Classification Codes : E1 ; E2 ; O4 ; O41 ; R1.

* Auteur correspondant, Kafia.berrah@uni-bejaia.dz

I- Introduction :

Dans l'état actuel de la recherche appliquée en macroéconomie, les Matrices de Comptabilité Sociale (MCS) et les Modèles d'Équilibre Général Calculable constituent des instruments d'analyse privilégiés. En effet, ils permettent d'analyser les impacts des politiques et des chocs extérieurs sur l'activité globale et/ou sectorielle, la distribution des revenus, les échanges extérieurs, l'emploi et la pauvreté sévissant surtout dans les pays à revenus faibles.

La MCS fait suite aux travaux de Richard STONE dans les années 1960 qui en est le pionnier et dont l'analyse portait essentiellement sur l'économie du Royaume Uni et d'autres pays développés (Round, 2003, p. 2). Cependant, les premières MCS opérationnelles furent réalisées par Graham PYATT et Erick THORBECKE au début des années 70. Les objectifs de ceux-ci étaient de trouver des moyens efficaces de lutte contre la pauvreté et de régler les problèmes de répartition des revenus (Pyatt & Thorbecke, 1976).

Au cours des décennies 80 et 90, le nombre de pays expérimentant les MCS ne cesse d'augmenter. Cet engouement pour les MCS est dû au fait qu'elles ont permis de répondre à de nouvelles questions macro-économiques (croissance économique, les phases de distribution et d'utilisation du revenu au niveau sectoriel,...) qui sont difficilement interprétables sur la base de données fournies par le système de comptabilité nationale. Ces MCS sont également appropriées à l'environnement économique des PVD en mutation rapide. Par conséquent, ces pays y trouveront une alternative de modélisation qui tient compte de leurs caractéristiques structurelles et de leurs spécificités (Drud, Grais, & Eckaus, 1986). De nos jours, les MCS sont à la base des études portant sur des sujets les plus variés tels : les réformes de politiques économiques, les effets des chocs extérieurs, les changements dans la structure économique et sociale d'un pays et plus récemment, la réforme des retraites, la dégradation de l'environnement, etc.

Dans ce travail, nous allons présenter en premier lieu la structure théorique générale d'une MCS. Puis en deuxième lieu, nous construisons une matrice de comptabilité sociale macroéconomique pour l'économie algérienne, nous passerons dans une troisième étape à la lecture de la matrice de la comptabilité sociale et en dernier lieu nous allons exposer les caractéristiques de l'économie algérienne à travers les chiffres de la MCS (2013).

II- Structure théorique d'une matrice de comptabilité sociale

La MCS est composée d'un ensemble de données, qui capte les interdépendances existantes dans un système socio-économique pendant une période déterminée. Elle désagrège les comptes nationaux et les utilise ensuite pour en tirer des conclusions sociales. Elle peut fournir des informations utiles sur des questions clés comme les liens entre secteurs institutionnels ou la détermination de la distribution du revenu par groupes socio-économiques. Elle peut aussi être utilisée pour mesurer l'impact de changements exogènes, de changements de politiques ou de réformes sur l'ensemble du système socio-économique. Plus quasiment, la MCS est une représentation élargie des comptes nationaux sous formes matricielle. Elle est très flexible et le degré de détail des informations qui sont extraites dépend de sa classification des données à disposition.

II.1. Description générale d'une MCS

II.1.1. Définition de la MCS

La MCS se présente sous la forme d'un tableau carrée entrées-sorties où, pour une année donnée, sont enregistrés des flux comptables enregistrant des recettes en ligne, et des dépenses en colonne (Belkacem Nacer, 2004, p. 59).

La matrice de comptabilité sociale est un outil permettant de présenter les comptes du système de comptabilité nationale sous une forme matricielle qui développe les interrelations entre le tableau des ressources et des emplois et les comptes des secteurs institutionnels; une orientation caractéristique d'une MCS est de mettre en évidence le rôle des individus dans l'économie, et peut s'y traduire, notamment, par des ventilations supplémentaires du secteur des ménages et une représentation détaillée du marché du travail.

La MCS fait partie de la grande famille des tableaux économiques et constitue une généralisation du tableau entrée-sortie de Leontief. *« D'une part, la MCS offre une présentation cohérente des transactions qui prennent en place dans une économie déterminée, qu'il s'agissent d'un pays, d'une région, ou encore d'un ensemble de pays ou de régions et, d'autres part, elle fournit aux décideurs de la politique économique la base comptable d'un cadre analytique susceptible de faciliter leur choix »* (Decaluwé, MARTENS, & SAVARD, 2001).

II.1.2. L'objectif de la MCS

Le principal objectif de la MCS est de retracer le flux circulaire des revenus entre les institutions, notamment les ménages, les branches de production et le reste du monde (RDM). Elle permet de mettre en évidence les relations entre la structure de la production et la distribution des revenus, ainsi que les flux de capitaux et les transactions financières avec le reste du monde. La MCS constitue également un cadre de cohérence des données nécessaires à l'élaboration des modèles d'équilibre général calculable qui sont utilisés pour une appréciation directe de l'impact des chocs (politiques économiques, changements technologiques, croissance de l'offre ou de la demande d'une activité productive, variation du volume d'une subvention et d'une aide extérieure, etc.) sur l'ensemble de l'économie (activités, facteurs, ménages, capital, échanges avec l'extérieur, etc.).

II.2. La structure d'une MCS standard

L'observation de la figure 1 montre qu'une MCS standard est constituée de six comptes agrégés :

- Un compte courant des facteurs productifs (travail et capital) répartissant les rémunérations des facteurs entre les agents ;
- Un compte courant des unités institutionnelles résidentes (ménages, entreprises et gouvernement) présentant leurs ressources (revenu) et leurs dépenses (consommation privée et publique, investissement, exportations);
- Un compte des activités productives qui retrace le processus de production (échanges interindustriels) et l'utilisation de l'output par secteur (consommations intermédiaire et finale, exportations);
- Un compte de produits (biens et services);
- Un compte de capital (compte d'épargne-investissement) ;

- Un compte courant du reste du monde.

Cependant, il n'existe pas de structure définitive et unique pour les MCS pour deux raisons au moins. La première tient au fait que les objectifs assignés à la MCS et poursuivis par l'analyste soient nettement diversifiés. La deuxième raison concerne des aménagements spécifiques dictés par la nature des données disponibles. Les conventions retenues sont donc le produit de ces deux éléments ainsi que des choix raisonnés.

Tableau 1: Structure standard d'une matrice de comptabilité sociale

		Facteurs	Unités Institutionnelles Résidentes	Activités	Produits	Epargne / Investissement	Reste Du Monde
		1	2	3	4	5	6
Facteurs	1			Paiement aux facteurs			
Unités Institutionnelles Résidentes	2	Revenus de facteurs	Transferts	Taxes et subventions de production	Taxes et subventions sur les produits		Transferts
Activités	3				Ventes Domestiques		
Produits	4		Consommation Finale	Consommation Intermédiaire		Consommation d'Investissement	Exportations
Epargne / Investissement	5		Epargnes domestiques				Epargne extérieure
Reste Du Monde	6		Transferts		Importations		

Source : (Fofana, 2007, p. 6).

II.2.1. Le compte des facteurs productifs

Le compte des facteurs productifs ou facteurs primaires est donné par le travail et le capital qui peuvent à leur tour être scindé en plusieurs sous-comptes selon les objectifs de l'étude et les données disponibles. Il reçoit en ligne des revenus pour les services rendus au processus de production ou à la génération de valeur ajoutée. Ces revenus sont payés par les secteurs de production soit sous la forme de salaires, soit sous la forme de loyer de capital. Ces revenus de facteurs correspondent principalement à certaines composantes de la valeur ajoutée telle que présentée dans le compte d'exploitation de la comptabilité nationale. Les revenus de facteurs n'intègrent pas les impôts payés sur la production, car l'État en tant que tel n'est pas un facteur de production. Les ressources de ce compte sont aussi alimentées par le reste du monde.

Les facteurs versent artificiellement, en colonne, les revenus perçus à leurs propriétaires ; ainsi, les ménages touchent les salaires et les revenus mixtes tandis que les entreprises privées ou publiques reçoivent les excédents bruts d'exploitation.

II.2.2. Le compte des unités institutionnelles

Il est constitué des sous-comptes ménages, entreprises, État et le reste du monde qui peuvent être désagrégé à leur tour en plusieurs sous-comptes :

• Le sous-compte des ménages

Il reçoit des revenus de facteurs (travail et capital), et des revenus de transfert courants des entreprises (dividendes distribués des entreprises, intérêts, loyers, etc.), de l'État (bourses d'étude, subventions, etc.) et du reste du monde. A ce stade, il ne serait pas inutile de préciser que les revenus de la propriété (intérêts, dividendes et loyers) figurés dans le compte de distribution primaire des comptes nationaux ne sont pas des revenus de facteurs. Ils sont traités, dans le cadre des MCS, comme des transferts courants. Ceci est dû au fait que ces revenus ne sont pas issus de la valeur ajoutée dégagée par l'institution en question. A titre d'illustration, les intérêts versés par les institutions financières aux ménages ne constituent pas un revenu tiré de la production de ces derniers ; cette remarque est valable pour toutes les autres institutions, même le reste du monde.

Les ménages dépensent leurs ressources à la consommation finale, aux paiements de transferts courants ou à l'épargne qui est une forme d'utilisation des ressources. Pour ce qui est des transferts, les ménages versent des impôts directs sur le revenu et des cotisations sociales à l'État ou des intérêts aux entreprises sur les emprunts contractés. A l'inverse des lignes, les ménages résidents paient aussi des transferts courants au reste du monde.

• Le sous-compte de l'État

Il n'a pas pour seules ressources les revenus de facteurs et les transferts courants versés par les ménages. Les entreprises font également des transferts courants à l'État sous la forme d'intérêts, de dividendes (les entreprises publiques), d'impôts directs sur les bénéficiaires, d'indemnité ou de pénalité, etc. On doit compléter les ressources de l'État au moyen des recettes classiques du gouvernement que sont les taxes nettes sur la production, les impôts indirects nets sur les produits et les transferts courants du reste du monde. Pour accomplir sa mission, l'État se sert de ces ressources afin d'opérer des transferts, d'acquérir des produits de consommation finale ou d'épargner. Les transferts payés par l'État aux entreprises et au reste du monde sont principalement consistés en des intérêts sur la dette publique, des primes d'assurance et des quotes-parts versées aux organisations internationales.

• Le sous-compte des entreprises

Il aperçoit une part des profits générés par les activités productives, et des revenus de transfert des autres unités institutionnelles résidentes et du reste du monde. Ce revenu est partiellement transféré - sous forme d'intérêt, de dividende, de loyer, d'impôt et de prélèvement social obligatoire - aux propriétaires d'actifs financiers, aux actionnaires et à l'État ; le résidu du sous-compte des entreprises est imputé au compte de capital.

• Le sous-compte du reste du monde

Il perçoit les revenus de vente des biens et services à l'économie nationale (importations) et des transferts des agents résidents. A son tour, le reste du monde achète des biens et services à l'économie nationale (exportations) et transfère des revenus aux unités institutionnelles résidentes, avec soit un solde excédentaire ou investissement net des agents

non résidents dans l'économie nationale, soit un solde déficitaire ou investissement net des nationaux à l'étranger.

II.2.3. Le compte des activités productives

Les activités font référence à la production brute; le coût total de cette production est esquissé en colonne; il comprend les consommations intermédiaires, la rémunération des facteurs de production et les taxes nettes sur la production. Les produits de la vente de cette production constituent les ressources de ce compte. En ligne, ce compte est appelé à mettre en évidence la structure par produits de la production nationale.

II.2.4. Le compte des produits

Le compte des produits n'est autre que l'équilibre ressources-emplois des comptes nationaux. Il fait ressortir en colonne l'offre totale de biens et services au prix du marché; cette offre globale a trois composantes que sont la production locale, les importations et les impôts indirects nets sur les produits; sont exposées, en ligne, les utilisations de ces ressources en consommation finale, en consommation intermédiaire, en investissement et en exportations.

II.2.5. Le compte d'investissement

Le compte d'investissement s'alimente, au niveau national, à partir des épargnes des agents économiques ; l'épargne étrangère, appelée importation nette de capitaux ou déficit du compte courant de la balance des paiements extérieurs, vient en supplément pour former l'épargne totale. Cette épargne sera affectée à l'investissement de façon à accroître la capacité productive de l'économie.

III. Elaboration de la matrice de comptabilité sociale de l'économie algérienne pour l'année 2013

La matrice de comptabilité sociale de l'économie algérienne reprend, sous sa forme agrégée, la structure de base de la matrice EXTER (Decaluwé, MARTENS, & SAVARD, 2001), avec la prise en compte des spécificités propres à l'économie algérienne. La structure finale de la MCS est largement déterminée par la disponibilité des données pour l'année de base (2013), ainsi que la nécessaire compatibilité avec la classification et le niveau de désagrégation établie par le système des comptes économiques algérien (SCEA).

III.1. Les sources de données

Pour la construction de cette MCS, plusieurs sources de données ont été mobilisées, dont les plus importantes sont : le tableau entrées et sorties (TES) de l'année 2013 et le tableau économique d'ensemble (TEE) pour la même année.

- **Tableau entrées-sorties (TES)**

Il fait partie des tableaux économiques produits par la comptabilité nationale pour une année donnée. Il regroupe dans le même cadre les comptes de production des branches et les comptes de biens et services en mettant en évidence leurs relations. Il nous montre la composition des biens rentrant dans la production des branches ainsi que l'utilisation finale de la production une fois terminée. On retrouve en colonne la composition du coût total de la production pour chaque branche d'activité, et en ligne, nous avons les différentes utilisations de chaque produit à travers d'une part, la consommation des agents et d'autre part, la consommation des branches d'activité sous forme de consommations intermédiaires.

L'ensemble de ces informations fournit une image synthétique de l'économie nationale, de l'interdépendance entre les branches qui la constituent et des liens entre l'économie nationale et le reste du monde. En Algérie, ce tableau est produit par l'office national des statistiques et il est composé de 19 branches d'activité selon la classification fonctionnelle établie par le SCEA.

- **Tableau économique d'ensemble (TEE)**

Ce tableau fait également partie des tableaux économiques de la comptabilité nationale. Selon la classification institutionnelle du SCEA, il regroupe les comptes des agents organisés en cinq catégories : les ménages (MEI), les entreprises (SQS), l'administration publique (AP), les institutions financières (IF) et le reste du monde (RDM). Il est divisé en succession de tableau, qui mesure différents soldes pour les catégories d'agents (valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation, épargne, etc.). Chaque compte d'agent est séparé en ressource (crédit) et en emploi (débit), avec les opérations notées au milieu. Pour chaque type d'opération, la valeur totale est ventilée par catégorie d'agent, dans les ressources et dans les emplois. Comme pour le TES, l'équilibre entre les ressources et les emplois est toujours respecté. Ce tableau est également publié par l'office national des statistiques. Il est très utile afin de construire la sous-matrice des transferts et celle de l'utilisation des facteurs de production.

Deux obstacles se posent lorsque nous travaillons sur une MCS : un obstacle de données et un obstacle de méthodologie. Pour construire une MCS, nous avons besoin de plusieurs sources de données : les comptes nationaux, les enquêtes de ménages (consommation, utilisation du revenu), le bilan des sociétés (rémunération des facteurs), etc. Or, ces données ne sont pas toujours disponibles ou ne sont pas cohérentes entre elles, car provenant de sources différentes. Il faut donc compléter la MCS avec des données pour vérifier la cohérence comptable.

Le second problème concerne le niveau de désagrégation. Il existe un arbitrage entre le degré de désagrégation et la quantité d'information disponible. En ajoutant un secteur ou une catégorie sociale (désagréger les ménages selon la catégorie sociale professionnelle) pour affiner l'analyse, qui peut coûter des informations supplémentaires souvent non disponibles, d'où le recours à un arbitrage pour retenir un niveau de désagrégation raisonnable sans pour autant dissimuler la problématique de l'étude.

III.2. Présentation des comptes de la MCS 2013

Dans les paragraphes suivants, nous présenterons la structure de la matrice de comptabilité sociale chiffrée de l'économie algérienne pour l'année 2013[†]. Les flux sont exprimés en millions de dinars courants pour l'année 2013.

III.2.1. Les Branches

Les branches de l'économie de la MCS ont été agrégées en quatre grandes catégories de secteurs économiques : l'agriculture (AGR), les hydrocarbures (HYD), l'industrie (IND) et les services (SER). Ces différentes branches sont définies comme suit :

- La branche (AGR) comprend l'agriculture, la sylviculture et la pêche (01)[‡].

[†] Pour visualiser la MCS (2013), se référer à l'annexe.

[‡] Les chiffres entre parenthèses renvoient aux codes des branches selon la nomenclature des secteurs d'activité (NSA) du système des comptes économiques *algérien* (SCEA)

- La branche (HYD) est composé de la branche d'hydrocarbures (3) et la branche services et travaux publics pétroliers (4).
- La branche (IND) est constitué de l'ensemble des branches à caractère industriel du TES 2013 à savoir : Eau et énergie (2), Mine et carrière (5), Industries sidérurgiques, mécaniques, métallurgiques et électriques (06), industrie des matériaux de construction (07), BTPH, (8), industrie de la chimie, plastique et caoutchouc (09), industrie agro-alimentaires (10), industrie de textile, confection et bonneterie (11), industrie de cuirs et chaussures (12), industrie de bois, papier et liège (13) et industries diverses (14).
- La branche services (SER) comprend le transport et les communications (15), commerce (16), hôtels, cafés, restaurants (17), services fournis aux entreprises (18), services fournis aux ménages (19)

III.2.2. Les produits

Pour les produits, notre MCS comprend quatre produits composites correspondants aux quatre branches citées ci-dessus. Le terme de produit composite fait référence au produit d'origine locale et celui d'origine étrangère de même nature.

Dans la MCS de l'économie algérienne, nous ne faisons pas de distinction entre le marché domestique et le marché d'exportation dans l'offre de produits. La structure d'exportation de l'économie algérienne n'applique aucune taxe à l'exportation.

III.2.3. Les agents

Notre MCS, comporte quatre comptes pour les agents institutionnels à savoir : les ménages et entreprises individuelles, les entreprises financières et non financières, l'État et le Reste du Monde. Ils sont définis comme suit :

- Les ménages et les entreprises individuelles sont regroupés ensemble sous une même catégorie, appelée (**M&EI**).
- Les entreprises financières et non financières sont regroupées ensemble sous une même appellation (**SQS**).
- L'État est défini en tant que administration publique (**AP**), cette dernière inclut l'administration centrale et l'administration locale.
- Enfin, nous trouvons le reste du monde (**RDM**) comme un agent représentant les flux internationaux versés ou reçus par l'Algérie en provenance de l'ensemble des pays étrangers.

III.2.4. Les facteurs de production

La MCS que nous avons construit comprend deux facteurs de production, le travail (**L**) et le capital (**K**).

Le reste des comptes de notre MCS 2013 concerne deux comptes pour la taxe sur la valeur ajoutée (**TVA**) et les droits et taxes sur les importations (**DD**), un compte pour les marges commerciales (**MC**) et enfin un compte pour l'épargne-investissement (**E&I**).

III.3. Remarques sur la construction de la MCS 2013

La MCS 2013 pour l'économie algérienne reprend dans sa globalité la structure de base de la MCS-EXTER. Dans la présentation de la structure générale de la MCS-Algérie, certains flux sont particuliers et ne figurent pas dans le modèle de base. Cependant, certaines spécificités y sont ajoutées afin d'être le plus fidèles possible à la réalité économique.

Avant de commencer la lecture de cette MCS, nous apportons quelques remarques concernant les différentes sources de données utilisées et l'ajustage entre certains comptes de la MCS :

- L'essentiel des données utilisées dans la MCS est tiré directement du TES 2013 telles que les rémunérations des salariés, les rémunérations des capitaux (l'excédent brut d'exploitation), la valeur de la production par activité, les impôts liés à la production, la taxe sur la valeur ajoutée, les droits de douane et les importations.
- La consommation finale des institutions financières, des assurances et des affaires immobilières est intégrée dans la consommation intermédiaire du secteur des services en raison que ces dernières sont considérées comme des agents non productifs dans le SCEA (n'ont pas de consommation intermédiaire).
- Pour la branche (SER), nous avons corrigé les valeurs de rémunération du travail du secteur des services par les salaires payés par les institutions financières, les entreprises d'assurance et les affaires immobilières ainsi que l'excédent brut d'exploitation des entreprises citées ci-dessus en raison que ces dernières sont considérées comme des agents non productifs dans le SCEA.
- Les impôts liés à la production du secteur des services sont corrigés par ceux des institutions financières, des assurances et des affaires immobilières.
- Les marges commerciales utilisées dans cette MCS nécessitent une attention particulière en raison du traitement de ces marges commerciales dans le SCEA qui considère l'activité du commerce comme une branche qui ne dispose pas de produit mais dont la production est composée des marges commerciales.
- Aussi, le système des comptes économiques algérien évalue les agrégats aux prix d'acquisition et non aux prix des producteurs. Par conséquent, pour obtenir la valeur de la production aux prix du marché, il est nécessaire de tenir compte des marges commerciales qui sont déjà incluses dans la valeur des inputs intermédiaires consommés par la branche. Afin d'éviter cette double comptabilisation des marges commerciales, nous portons à l'intersection de la colonne 17 et de la ligne 9 (Marges commerciales) le total des marges commerciales précédé d'un signe négatif. Avec ce procédé, les marges commerciales sont comptabilisées une seule fois et le total de ligne 9 est nul.

IV. Lecture de la MCS 2013

Dans ce qui suit, nous allons présenter la lecture de la MCS par chaque compte :

IV.1. Lecture des comptes des institutions

Nous entamons la lecture des comptes des institutions par celui des entreprises. La ligne 3 résume les recettes des entreprises qui proviennent essentiellement des revenus du facteur capital pour une somme de 5044827 Millions de Dinars (MD). Les entreprises reçoivent aussi une aide directe de l'État pour un montant de 364510,89 MD. Un transfert provenant du reste du monde d'une valeur de 311502,93 MD est versé aux entreprises, correspondant à des

dividendes versés pour la participation d'entreprises algériennes dans le capital étranger, ou le paiement de prestations réalisées à l'international et d'un des transferts des ménages (174538,14 MD). Les dépenses des entreprises (La colonne 3) concernent essentiellement les versements effectués pour le compte de l'État en impôts directs et qui s'élèvent à 2646645,26 MD. Le reste des dépenses concerne les transferts effectués au profit des ménages (129951,37 MD) et du Reste du Monde (514670,24 MD). L'épargne brute des entreprises a atteint en 2013 la valeur de 2604112,08 MD.

La ligne 4 retrace les différentes ressources des ménages et entreprises individuelles qui sont constituées essentiellement des revenus des facteurs et des transferts provenant des autres agents. Les salaires versés aux ménages ont atteint une valeur de 4356047,50 MD et les revenus du capital de 4765570 MD. Concernant les transferts, l'État a versé en 2013 une somme de 1672156,01 MD aux ménages sous forme d'une aide directe comprenant principalement les prestations sociales, d'assurance maladie et des subventions d'exploitation pour les entreprises individuelles et les intérêts versés sur l'épargne des ménages. Les entreprises ont versé la somme de 129951,37 MD sous forme de dividende ou bien des prestations fournies ou des loyers. Le dernier transfert provenant du reste du monde d'un montant de 112723,83 MD est versé aux ménages par des non-résidents. Il s'agit principalement de l'envoi de fonds des algériens immigrés résidant et travaillant à l'étranger.

Les dépenses des ménages et entreprises individuelles (colonne 4) s'élèvent à 11036448,72MD. Ainsi, les ménages ont versé en 2013 à l'État la somme de 1037187,14 MD représentant les impôts directs et les cotisations sociales. La consommation finale représente l'autre volet important des dépenses des ménages et ces derniers ont consommé en 2013 la somme de 5675936 MD en différents produits. L'épargne brute des ménages a atteint durant cette année 4145057,97 MD.

Les recettes de l'État se trouvent sur la ligne 5 et elles proviennent surtout de la collecte des différentes taxes et impôts. Les impôts directs provenant des ménages et des entreprises s'élèvent à 3683832,40 MD. Les impôts indirects constituent l'autre part importante des recettes de l'État, composés d'impôts liés à la production qui est enregistré comme une dépense des branches d'activité de production (1240951 MD), et des taxes indirectes appliquées au compte produit (TVA (833563 MD) et des droits de douane (402338 MD)). À côté des flux classiques de prélèvement de taxe versés par les ménages et les entreprises. L'État reçoit également des transferts de l'étranger d'un montant de 182052,56 MD. Il s'agit essentiellement d'aides budgétaires ou de l'assistance technique qui n'est pas liée à la réalisation de projets publics, ces aides peuvent provenir d'organisation internationale ou de gouvernements étrangers.

La colonne 5 donne l'allocation de ressources du gouvernement : l'État fait des transferts aux ménages (1672156,01MD), aux entreprises (364510,89 MD) et au Reste du Monde (65139,72 MD). La consommation finale de l'État est constituée principalement des services non marchands (consommation publique) et des différents produits composites (641099 MD). La différence entre les recettes et les dépenses de l'État constitue son épargne et qui est égale à 1090765,03 MD.

Nous achevons la lecture des comptes des institutions par celui du Reste du Monde. Les recettes habituelles (ligne 6) de ce dernier sont constituées des différents transferts versés au

Reste du Monde et les importations des produits composites qui s'élèvent à 5051146 MD. Pour les transferts, nous trouvons un transfert de revenus effectués par les ménages d'un montant de 3729,46 MD, ce type de transfert est probablement effectué par des ménages à revenu supérieur. D'autres transferts sous forme de dividendes sont payés par les entreprises algériennes au reste du monde (514670,24 MD), ce montant est relatif à l'investissement direct d'entreprises étrangères en Algérie. Il y a également un transfert public vers le Reste du Monde d'une somme de 65139,72 MD, ce montant comprend principalement les intérêts sur la dette extérieure de l'État, ainsi que les cotisations payées par le gouvernement algérien aux organisations internationales, et les fonds de fonctionnement alloués aux ambassades algériennes dans le monde.

Les dépenses courantes du compte du Reste du Monde (colonne 6) concernent les transferts versés aux entreprises, les ménages et à l'État et les produits exportés par l'Algérie. Le total de ces dépenses courantes est de 5634685,42 MD.

Les dépenses courantes du Reste du Monde dépassent les recettes en raison de la flambée des prix du pétrole en 2013 qui a dopé la valeur des exportations. Cette situation a généré un déficit du compte courant du Reste du Monde de l'ordre de -512961,79 MD.

IV. 2. Lecture des comptes des branches

La lecture des comptes des branches d'activités de notre Matrice consiste à examiner les comptes (10 à 13) de la MCS (2013).

La colonne 10 de la branche d'activité agriculture donne le détail du coût de production agricole. Cette dernière paie les salaires (168767 MD), le revenu du capital sous forme d'excédent brut d'exploitation (1451492 MD) et paye aussi les impôts liés à la production (7503 MD). La somme de la rémunération des deux facteurs de production et des impôts lié à la production constitue la valeur ajoutée de la branche agriculture. Elle utilise aussi des produits intermédiaires provenant de l'ensemble des branches d'activités pour son processus de production pour une valeur de 403856 MD. Le total de la colonne 10 donne ainsi le coût total de la production agricole, soit 2031618 MD. Une partie de cette production est vendue sur le marché local et le reste est exporté à l'étranger soit 4982 MD.

La lecture en colonne des comptes des autres branches de la MCS 2013 est similaire à celle du compte 10 (Agriculture). Le coût total de la production des comptes 11, 12 et 13 est respectivement de : 6263710 MD, 5066096 MD et 5221485 MD. La lecture en ligne de ces mêmes comptes montre l'affectation de leur production entre utilisation locale et exportation. Ainsi la branche Hydrocarbures vend l'essentiel de sa production sur le marché international (5057547 MD) et le reste sur le marché local (120613 MD) et inversement pour les autres branches restantes où on trouve une grande partie de leurs productions est vendue localement et une partie très minime est exportée à l'étranger.

IV.3. Lecture des comptes des produits

Dans les colonnes des produits composites (14 à 17), nous retrouvons ce qui est importé du marché international et ce qui est acheté sur le marché intérieur. Ainsi, le produit composite agriculture (colonne 14) a acheté 2031618 MD sur le marché local et 378205 MD sur le marché extérieur. Ces importations sont évaluées aux prix CAF (coût, assurance, fret) hors TVA et droit de douane. Les valeurs de ces deux dernières taxes sont respectivement de 17789 MD et 30373 MD versées par le compte « le produit composite agriculture » pour le

compte « État » ainsi que 67659 MD de marges commerciales versées au secteur « service ». La lecture du reste des colonnes (15 à 17) est similaire à la colonne 14.

Le total des colonnes des comptes de produits composites donne, en conséquence, la valeur aux prix du marché des ressources en différents produits qu'ils soient produits localement ou importés : 2525644 MD pour les produits agricoles, 6795769 MD pour les hydrocarbures, 11805778 MD pour les produits industriels et 3742763 MD pour les services.

La lecture en ligne de ces quatre comptes de produits composites donne l'allocation de leurs ressources sous la forme de produits de consommation finale, de produits de consommations intermédiaires et des biens d'investissement.

V- Caractéristiques de l'économie algérienne à travers la matrice de la comptabilité sociale 2013

Pour produire un bien, chaque branche de l'économie combine la valeur ajoutée avec les consommations intermédiaires de produits et services. D'après les chiffres du tableau 1, nous remarquons que les deux secteurs de l'agriculture et des hydrocarbures sont intensifs en terme de valeur ajoutée et utilisent moins de consommations intermédiaires (20%) que les autres secteurs, ce qui est identique pour le cas du secteur des services (25%). Quant au secteur de l'industrie, il est partiellement plus intensif en produits semi-finis et finis sous forme de consommations intermédiaires (54%).

Tableau 2 : La part de la valeur ajoutée et de la consommation intermédiaire dans l'output de la branche

	Part de la consommation intermédiaire	Part de la valeur ajoutée
Agriculture	20%	80%
Hydrocarbures	20%	80%
Industrie	54%	46%
Services	25%	75%

Source : Calcul des auteurs sur la base de la MCS pour 2013.

Mais en examinant de plus près la nature de ces consommations intermédiaires[§], l'agriculture utilise en grande partie les produits industriels à hauteur de 65%, ces produits industriels sont composés particulièrement de fertilisant et d'engrais, elle utilise également 18 % de produits agricoles, 2% des produits pétroliers et 15% des services. Le secteur des hydrocarbures utilise principalement ses propres intrants à hauteur de 82% suivi de 9% des produits industriels et 8% des services. Le secteur de l'industrie utilise 71% de produits manufacturés, 21% de produits agricoles et 8% de produits des deux autres secteurs. Quant au secteur des services, il utilise 53% de ses consommations intermédiaires de l'industrie, 22% des services, 15% des hydrocarbures et 11% des produits agricoles.

[§] Voir la matrice de comptabilité sociale 2013 en Annexe.

Tableau 3 : La part des secteurs dans les agrégats macroéconomiques

	PIB	Consommation des ménages	Importation	Exportation
Agriculture	12%	25%	8%	0%
Hydrocarbures	36%	2%	7%	92%
Industrie	23%	35%	74%	3%
Services	29%	38%	11%	5%

Source : Calcul des auteurs sur la base de la MCS pour année 2013.

L'analyse du tableau 2 nous permet de dire que le secteur des hydrocarbures est le plus important en terme de part du PIB avec un taux de 36% suivi par le secteur des services (29%). Le secteur des hydrocarbures contribue en grande partie dans l'exportation avec 92% des recettes d'exportation, ce taux confirme la nature rentière de l'économie algérienne et sa forte dépendance envers les hydrocarbures. Les 8% d'exportation hors hydrocarbures sont réparties entre les entreprises privés et les services fournis aux sociétés, le commerce et le transport etc.

Le secteur de l'industrie ne participe que de 23% à la formation du PIB alors qu'il est le secteur le plus dépendant des importations, avec 74% de l'approvisionnement du marché local provient de l'importation (l'industrie ne représente que 26% du marché local). Le secteur des services et de l'industrie sont les plus importants en termes de la consommation des ménages, ces derniers consomment essentiellement des services de transport et des produits manufacturés.

Quant à l'agriculture, elle ne contribue que 12 % dans le PIB, elle représente 8% de l'importation des produits agricole et 25% des dépenses des ménages.

Tableau 4 : La structure du revenu des agents institutionnels

	Travail	Capital	Transferts	Taxes	Importation	Total
Ménages	39,47%	43,18%	17,35%	0%	0%	100%
Entreprises	0%	85,57%	14,43%	0%	0%	100%
État	0%	0%	2,88%	97,12%	0%	100%
RDM	0%	0%	10,36%	0%	89,64%	100%

Source : Calcul des auteurs sur la base de la MCS pour 2013.

L'analyse du tableau 3 relatif aux sources de revenus des différentes catégories d'agents, nous permet de constater que :

Pour les ménages, on trouve qu'elles proviennent soit de la rémunération du travail pour les ménages salariés avec un taux de 39,47% , soit de revenus du capital pour les ménages capitalistes ayant des entreprises individuelles à hauteur de 43,18%, soit des différents transferts versés aux ménages (17,35%).

Les entreprises reçoivent couramment une grande partie de leurs revenus du capital (plus de 85%), le reste est un transfert sous forme d'aide directe de l'État ou sous forme de dividendes versée par le RDM pour la participation d'entreprises algériennes dans le capital étranger.

La-quasi totalité des recettes de l'État est perçu sous forme de taxes (97,12%), dont une grande part provient de la fiscalité pétrolière. Le reste des ressources (2,88%) est un transfert versé par le reste du monde perçu sous forme d'aide budgétaire ou d'assistance technique.

Le revenu du reste du monde est constitué de deux parties, une partie des transferts (10,36%) sous forme de dividendes payés par les entreprises algériennes, de transfert public, sous forme de paiement de dettes et de cotisations, et une partie des importations payées par l'économie nationale au reste du monde (89,64%).

Tableau 5 : La structure des dépenses des agents institutionnels

	M&EI	Entreprise	État	RDM
Consommation de biens et services	51,43%	0%	10,11%	98,12%
Transferts	01,61%	10,93%	72,69%	11%
Taxes	09,40%	44,90%	0%	0%
Épargne	37,56%	44,17%	17,19%	-09,10%
Revenu total	100%	100%	100%	100%

Source : Calcul des auteurs sur la base de la MCS pour 2013.

L'observation du tableau 4 sur la structure des dépenses des agents institutionnel, nous montre que les ménages déboursent plus de la moitié de leur budget pour la consommation de biens et services, et épargnent une somme à hauteur de 37% de leurs revenus. Concernant l'État, nous trouvons que la plus grande partie de ses dépenses est consacrée aux transferts avec un taux de 72%, son épargne est positive, ce qui implique que les investissements publics sont totalement assurés par le revenu de l'État, sans avoir recours à l'endettement. Quant aux entreprises, elles dépensent 56 % de leur revenu entre les taxes et les transferts, ce qui laisse une part de 44% pour l'investissement. L'épargne étrangère est négative, elle représente 9% du total des revenus du Reste du Monde, celle-ci étant la réplique inverse de la balance des paiements courants (CAB), qui est alors excédentaire, égale au même montant.

VI-Conclusion générale

Dans cette étude, nous avons construit une matrice de comptabilité sociale pour l'économie algérienne. Pour arriver à consolider cette matrice, nous nous sommes reposés sur la méthodologie proposée par Martens et *al.* 2001 à travers la matrice EXTER. À partir de là et sur la base des données recueillies, nous avons élaboré une MCS pour l'année 2013 en mettant en avant les spécificités économiques propres à l'Algérie, ensuite et à travers les

chiffres de cette MCS, nous avons effectué une lecture détaillée qui nous a permis d'analyser les caractéristiques de l'économie algérienne.

Il convient de souligner que la lecture de cette MCS nous a permis de mettre en valeur des conclusions majeures à savoir :

- La formation du PIB, en Algérie, est marquée par les contributions dominantes des secteurs des hydrocarbures et des services.
- Le secteur des hydrocarbures contribue en grande partie aux recettes des exportations de l'Algérie
- La-quasi totalité des recettes de l'État est perçu sous forme de taxes, dont une part importante provient de la fiscalité pétrolière. Quant à ses dépenses, elles sont consacrées en grandes parties aux transferts.
- Les ménages tirent leur revenu de la rémunération du travail et du capital, et dépensent plus de la moitié de leur budget pour la consommation finale de biens et services.

Enfin, et au delà de ses objectifs intermédiaires, la matrice de comptabilité sociale construite servira de base de données à la construction du modèle d'équilibre général calculable MEGC. Elle fournira aussi toutes les informations requises pour le calibrage du modèle et constituera une situation de référence pour la conduite des analyses ultérieures.

- Annexes :

La matrice de comptabilité sociale de l'économie algérienne pour l'année 2013.

(En Millions de Dinars)

	1-L	2-K	3-SQS	4-M&EI	5-AP	6-RDM	7-TVA	8-DD	9-MC	10-AGR	11-HYD	12-IND	13-SER	14-AGR	15-HYD	16-IND	17-SER	18-E&I	TOTAL
1-L					2509066	12610,9				168767	193938	843176	628489,3						4356047,5
2-K										1451492	3876873	1347216	3134816						9810397
3-SQS		5044827		174538,1	364510,9	311502,9													5895379
4-M&EI	4356048	4765570	129951,4		1672156	112723,8													11036449
5-AP			2646645	1037187		182052,6	833563	402338		7503	955342	137157	140949						6342737
6-RDM			514670,2	3729,463	65139,72									378205	357160	3746271	569508		5634683,4
7-TVA														17789	40770	582661	192343		833563
8-DD														30373	79960	292005	0		402338
9-MC														67659	54169	2118745	-2240573		0
10-AGR														2031618					2031618
11-HYD															6263710				6263710
12-IND																5066096			5066096
13-SER																	5221485		5221485,3
14-AGR				1430059	237045	4982				73617	3240	573736	138686					64279	2525644
15-HYD				108696	1659	5057547				6401	1025489	133419	200541					262017	6795769
16-IND				1979961	65977	180060				262694	113409	1943872	692281					6567524	11805778
17-SER				2157220	336418	286166				61144	95419	87520	285723					433153,3	3742763,3
18-E&I			2604112	4145058	1090765	-512961,8													7326973,3
TOTAL	4356048	9810397	5895379	11036449	6342737	5634683	833563	402338	0	2031618	6263710	5066096	5221485	2525644	6795769	11805778	3742763	7326973	95091430

Source : élaborée par les auteurs

-Références:

1. Belkacem Nacer, A. (2004). *Introduction à la modélisation macroéconomique*, Casbah, Alger.
2. Decaluwé, B., MARTENS, A., & SAVARD, L. (2001). *La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable*. Agence universitaire de la francophonie. Les presses de l'université de Montréal.
3. Drud, A., Grais, W., & Eckaus, R. (1986). Survey : Macroeconomic modelling based on social accounting principles. *Journal of Police Modelling* .
4. Drud, A., Grais, W., & Pyatt, G. (1984). THE VT APPROCH : a systematic method of defining economywide models on social accounting matrices. *Journal of Economic Literature* .
5. Fofana, I. (2007). *Élaborer une Matrice de Comptabilité Sociale Pour l'Analyse d'Impacts des Chocs et Politiques Macroéconomiques*. Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi. Réseau de Recherche sur les Politiques Économiques de réduction de la Pauvreté, Université Laval, Québec.
6. Pyatt, G., & Thorbecke, E. (1976). *Planning Techniques for a Better Future*. ILO, Geneva.
7. Round, J. (2003). *Social Accounting Matrices and SAM-based Multiplier Analysis* . World Bank and Oxford University Press.
8. TES, & TEE. (2013). office national des statistiques. Alger.